

CHRONIQUES ALTERNATIVES INTERNATIONALES

Alter-mondialistes, les ONG ?

Rony Brauman

Mai 2004

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

Alter-mondialistes, les ONG ?

Rony Brauman

Avec l'essor du mouvement alter-mondialiste, une similitude trompeuse est apparue ces dernières années entre celui-ci et les ONG d'aide internationale. Il y a au moins deux bonnes raisons pour cela. D'une part, les uns et les autres se reconnaissent dans un refus affirmé de la marchandisation du monde. D'autre part, les ONG se montrent volontiers avec stands et banderoles dans les forums sociaux tandis que le discours alter-mondialiste reprend à son compte nombre des positions et appels formulés par les ONG. La proximité de vues semble si grande que l'on voit arriver le moment où celles-ci seront perçues comme des prolongements missionnaires de ce grand mouvement contestataire.

Au-delà d'une protestation commune dont la nécessité n'est pas en cause ici, contre les injustices et les violences, ces deux ensembles rassemblent une vaste palette d'attitudes politiques. L'aile radicale du mouvement alter-mondialiste tend à remettre en cause l'ordre politico-économique existant tandis que les ONG, dans leur majorité, travaillent à l'améliorer. Quand les alter-mondialistes veulent dépasser le système capitaliste mondialisé, les ONG d'aide visent à l'humaniser. Etroitement associées en apparence, ces deux démarches peuvent aussi s'opposer, comme l'ont fait à certains moments de notre histoire le réformisme et la révolution.

Les ONG gagneraient à éclaircir leurs positions. Comme le montre de façon subtile et convaincante le livre de Thierry Pech et M.-O. Padis, leur fonction ne se limite plus à un contre-pouvoir. Si elles manifestent une dynamique de société civile, ce n'est pas dans un pur rôle protestataire accompagnant leurs actions concrètes, mais dans l'invention et la mise en œuvre d'une vie politique transnationale. Leur horizon n'est donc pas le grand soir du bouleversement politique, mais la redéfinition et le redéploiement de l'action publique.

Le récent rapport de l'ONG britannique *Global Witness* sur l'argent noir du pétrole en fournit une illustration, parmi de nombreuses autres. En dressant l'inventaire des pratiques de corruption en cours dans les « pétrocraies », cette organisation réclame la transparence des versements des sociétés pétrolières aux Etats, une réglementation boursière et des normes comptables obligatoires. Ce faisant, elle pointe vers un vide législatif international et appelle les Etats et les Nations unies à prendre cette question en charge. De Médecins sans Frontières à Greenpeace et d'Oxfam à Human Rights Watch en passant par Amnesty et Handicap International, les exemples de stratégies d'action réformatrice internationale ne manquent pas.

Dès lors, se pose la question de la légitimité de ces nouveaux acteurs transnationaux qui n'ont aucun titre à se réclamer d'une quelconque représentativité. Il ne suffit pas, en effet de se réclamer de valeurs universelles ou de l'intérêt général pour les incarner. Mais il ne suffit pas non plus d'être un Etat pour être seul légitime, dans un contexte où la distinction entre espaces national et international est irrémédiablement brouillée. En pratique, comme le montrent bien les auteurs des « Multinationales du cœur », l'espace qu'occupent les ONG est celui que les Etats ont laissé vacant et à l'intérieur duquel elles entrent dans un jeu de légitimation réciproque avec les institutions internationales. Ce n'est donc pas en adversaires, mais en ambassadeurs de celles-ci que se mobilisent les ONG, que ce soit pour le droit d'asile ou la défense de l'environnement, la lutte contre la corruption ou l'accès équitable aux soins. Loin d'œuvrer à la destruction du politique, comme on le dit parfois, elles travaillent à la production de nouvelles régulations dans l'espace politique mondial. Ce sont bien les Etats qui apportent les réponses, et nul ne leur dispute ce rôle, mais ils ne sont désormais plus seuls à formuler les questions.